



Bienvenu à l'édition n° 4/2010 de CEE News.

Décembre 2010

Der EBR-Fachinformationsdienst

Le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » vous donne des informations autour du comité d'entreprise européen et des sujets adjacents.

CEE News paraît quatre fois par an.
Vous pouvez télécharger la newsletter en [format pdf](#) pour l'imprimer.

Les numéros anciens se trouvent dans les [archives](#).



[Dieser Newsletter auf Deutsch](#)



[This newsletter in English](#)

Contenu :

- [1. Étude sur le temps de délégation des élus](#)
- [2. La représentation des travailleurs au Danemark à l'heure actuelle](#)
- [3. Des notes consacrées à d'autres pays](#)
- [4. Journées d'action de comités d'entreprise européens](#)
- [5. Des nouveaux accords CEE](#)
- [6. Quelques exemples d'affaires à l'agenda de CEE](#)
- [7. Médias d'information pour les élus européen](#)
- [8. Pas d'arrêt pour échapper à la participation par la SE](#)
- [9. Un regard au-delà de l'Europe](#)
- [10. Des sites web intéressants](#)
- [11. Des nouvelles publications](#)
- [12. Le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » : Des Exemples de notre travail](#)
- [13. Les dates actuelles de colloques](#)
- [14. Mentions légales](#)

1. Étude sur le temps de délégation des élus



Un représentant des travailleurs sur six en Europe n'a pas droit à des heures de délégation pour mener son mandat. Un autre 18% ne dispose que d'une à deux heures par semaine pour faire son travail dans les organes de représentation. Néanmoins, 29% des représentants de travailleurs disposent de suffisamment de temps, et 8% de tous les élus en Europe sont totalement libérés du travail (représentant des travailleurs à temps plein). Ces résultats proviennent

de l'étude « European Company Survey » de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail à Dublin, une étude publiée tous les quatre ans et abordant une variété d'autres questions.

Situation difficile pour les représentants des travailleurs en Europe de l'Est

Une ventilation par pays montre une nette division entre l'Est et l'Ouest. Dans les États baltes et en

Bulgarie le temps de délégation pour les représentants des travailleurs est particulièrement bas. Dans d'autres pays de l'Europe centrale et de l'Est, un grand nombre d'élus n'a même pas droit au temps de délégation. Les exceptions positives sont la Roumanie, la Croatie et la Hongrie.

Les meilleurs résultats en matière de temps de délégation viennent des pays scandinaves, d'Allemagne et d'Autriche. Les représentants des travailleurs au Royaume-Uni doivent être particulièrement flexibles, le temps de délégation reste dans la moyenne européenne, mais est à peine défini. **Les nouvelles règles entrées en vigueur au Royaume-Uni** en début 2010 n'ont pas encore pu être pris en considération par l'étude (voir [rapport dans CEE-News 3/2009](#)).

Également des problèmes dans quelques pays de l'Europe de l'Ouest

L'Irlande et l'Italie sont les feux rouges en Europe occidentale. En matière de temps de délégation, ces pays font encore pire que la République tchèque, la Pologne et la Slovaquie. En Irlande, cela pourrait s'expliquer par le fait que les comités d'entreprises sont un phénomène très récent. Ce n'est qu'en 2006 qu'ils ont été introduits sur base légale (voir [rapport dans CEE-News 2/2006](#)). Les RSU en Italie, élus par le personnel, n'ont pas une longue tradition non plus. Les fédérations italiennes ont toujours été moins intéressées par le renforcement de la représentation des élus du terrain que les syndicats d'autres pays. Toujours à l'heure actuelle, les sièges italiens dans les CEE sont souvent occupés par des permanents syndicaux, à la place des élus (voir [rapport dans CEE-News 2/2006](#)).

L'enquête fait ressortir de façon indirecte les pays où les élus sont particulièrement mécontents de la durée de leur temps de délégation, à savoir la **France** et **l'Espagne**. La satisfaction (« nous avons suffisamment de temps de délégation ») est cependant très élevée au Royaume-Uni, en Scandinavie, en Autriche, en Tchéquie et en Slovaquie. Suite aux années Thatcher et Blair, l'attente des représentants des travailleurs britanniques est peut-être moins élevée que celle de leurs homologues sur le continent. Une durée limitée du temps de délégation n'est pas un obstacle à leurs yeux.



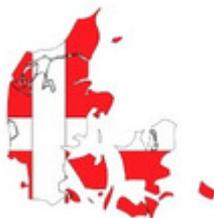
- [Le texte complet de l'étude](#) (en langue anglaise, voir rapport à partir de la page 54)
- [Aperçu : Système de représentation en Europe de l'Ouest](#) (en langue allemande)
- [Aperçu : Système de représentation en Europe centrale et de l'Est](#) (en langue allemande)

Les experts pour les comités d'entreprise

Il y a également des grandes différences entre les pays en matière de financement des frais d'experts au comité d'entreprise. En décembre 2007, la fondation Hans - Böckler avait déjà consacré une étude à ce sujet (voir [rapport dans CEE-News 1/2008](#)).

2. La représentation des travailleurs au Danemark à l'heure actuelle

Étude empirique consacrée aux élus danois



Pendant longtemps, le modèle scandinave était considéré comme étant un exemple de puissance syndicale dans l'Europe entière. Quelle est la situation des représentants des travailleurs dans les entreprises du Danemark au 21^e siècle? En début 2010, la confédération syndicale danoise LO a commandité cinq études empiriques à l'université de Copenhague pour traiter cette question. Les résultats ont été publiés le 11 octobre 2010.

L'étude montre qu'il y a une représentation des travailleurs dans seulement une entreprise sur deux. Alors que le taux est de 91% dans la fonction publique, il n'y a qu'un emploi sur trois qui est concerné dans le secteur privé. La représentation est particulièrement faible dans les entreprises IT, mais très forte dans les secteurs industriels. Il ressort de l'enquête que le nombre des membres des syndicats a diminué. Alors que dans tous les pays scandinaves, le taux de syndicalisation a été supérieure à 80% pendant une longue période, il est tombé à moins de 70% au Danemark en 2008. Ces difficultés constituent un défi majeur pour le modèle danois, basé sur la puissance syndicale et dans une moindre mesure sur la législation.

- [Résumé de l'étude consacré la représentation des travailleurs](#) (en langue anglaise)
- [Arrière-plan : Le modèle danois de représentation des travailleurs](#) (en langue allemande)

- [Annexe : Rapport sur l'hygiène et la santé de travail au Danemark](#) (en langue anglaise)

Les réactions par rapport à la crise du marché financier

L'étude montre également que 90% des élus dans les entreprises au Danemark sont touchés par la crise des marchés financiers. Dans la moitié des cas, les licenciements qui en résultent se font selon des règles mises en place collectivement. Dans deux tiers des cas, les représentants des travailleurs soutiennent leurs collègues licenciés. Le gel des salaires est également un sujet dont fait état une délégation danoise sur cinq.

- [Résumé de l'étude consacré à la crise économique](#) (en langue anglaise)
- [Les cinq parties de l'étude à télécharger](#) (en langue danoise)
- [Rapports actuels du monde du travail danois](#) (en langue anglaise)

Les comités d'entreprise européens au Danemark



D'après les statistiques de l'Institut syndical européen (ETUI) à Bruxelles, il y a en ce moment 31 entreprises multinationales avec siège social au Danemark qui disposent d'un comité d'entreprise européen. Au total, 3,2% de tous les comités d'entreprise européens fonctionnent selon le droit danois. 34 entreprises danoises supplémentaires tombent sous la directive et pourraient créer un CEE. Font également partie des entreprises danoises avec CEE: le groupe brassicole Carlsberg et les hôtels Radisson, les fabricants de chauffages et de pompes Danfoss et Grundfos, le fabricant de jouets Lego, la Danske Bank (voir [rapport dans CEE-News 1/2008](#)) et le prestataire de services intégrés de bâtiment ISS (voir [rapport dans CEE-News 2/2008](#)). La plus récente création d'un CEE a signaler est celle pour la chaîne de magasins Jysk Nordic en juin 2010 (voir [rapport dans CEE-News 2/2010](#)).

- [La base de données CEE de l'ETUI](#) (en langue anglaise)

3. Des notes consacrées à d'autres pays

Allemagne : Le gouvernement fédéral porte la loi CEE devant le parlement



Le 15 décembre 2010, le cabinet fédéral à Berlin a décidé d'un projet de révision de la loi CEE. La loi met en application la nouvelle directive de l'UE sur le comité d'entreprise européen, en vigueur depuis le 5 juin 2009. Le parlement allemand a maintenant jusqu'au 5 juin 2011 pour voter la loi. Les contenus de cette ébauche de loi seront un des sujets de la conférence technique pour les comités d'entreprise européens du 24 janvier 2011 à

Hambourg.

- [Communiqué de presse du gouvernement fédéral](#) (en langue allemande)
- [Évaluation syndicale sur le projet de loi](#) (en langue allemande)
- [Le programme de la conférence technique CEE à Hambourg](#) (en langue anglaise)

France : Une audition non publique consacrée aux frais d'un CEE



En préparation d'un projet de loi, le ministère français du travail a mené en octobre 2010 une enquête auprès des partenaires sociaux et de quelques directeurs du personnel. But de l'enquête : mesurer les aspects financiers découlant de l'application de la nouvelle loi CEE. Les entreprises étaient appelés à dresser une liste détaillée des frais occasionnés par les activités d'un groupe spécial de négociation. Il s'agissait également de faire un bilan sur la capacité de fonctionner d'un CEE. Les questions concernant les problèmes qui se posent pour les représentants des travailleurs n'ont pas été abordés.

Un total de 60 questionnaires ont été retournés au Ministère. Le projet de loi est prévu pour début 2011. Une évaluation similaire a été effectuée par le gouvernement britannique (voir [rapport dans](#)

[CEE-News 1/2010](#)). La nouvelle loi française sur le CEE sera présentée en détail pendant un symposium allemand-français le 29 juin au 1er Juillet 2011 à Paris.

La plus grande fédération britannique glisse à gauche



Le résultat des élections a été annoncé le 21 novembre 2010. Len McCluskey a été élu à la tête de la plus grande fédération syndicale britannique Unite qui représente 1,6 millions d'affiliés dans presque toutes les branches du secteur privé. Dans le cadre d'un référendum, « Len le Rouge » s'est imposé avec plus de 100.000 voix sur les trois autres candidats. La première tâche de l'ancien travailleur du port de Liverpool sera de mener une campagne contre les coupes sociales du gouvernement de coalition. Unite résulte de la fusion de deux fédérations multisectorielles en mai 2007 (voir [rapport dans CEE-News 2/2007](#)).

- [Article de presse sur le résultat d'élection](#) (en langue anglaise)

4. Journées d'action de comités d'entreprise européens

Les actions de protestations imposent des négociations au niveau européen



Le constructeur français de centrales électriques Alstom prévoit la suppression de 3.200 emplois en Europe. La direction centrale a informé le comité d'entreprise européen lors d'une session extraordinaire le 18 et 19 octobre 2010 à Baden en Suisse. En Allemagne c'est surtout le site de Mannheim qui est concerné. Alors que les plans avaient déjà été critiqués en Suisse (voir [rapport dans CEE-News 3/2010](#)), une journée d'action eut lieu en Allemagne le 2 novembre 2010. Quelques 5.000 employés de douze sites avaient participé à cette journée d'action.

Suite à la journée de protestation, la direction du groupe s'est déclarée prête à négocier un accord cadre sur la restructuration au niveau européen avec la Fédération européenne des métallurgistes (FEM). Alstom va ainsi au delà des droits d'information et de consultation du comité d'entreprise européen, comme le font d'autres entreprises également (voir [rapport dans CEE-News 3/2010](#)). En ce moment, le CEE analyse deux études consacrées au plan de restructuration. Pour cette raison, la direction centrale ne peut prendre aucune mesure unilatérale jusqu'à fin février 2011. Les textes suivants sont uniquement disponibles en langue allemande :

- [Rapport des protestations à Kassel](#)
- [Des informations du comité d'entreprise à Mannheim](#)
- [Résolution de l'assemblée plénière des comités d'entreprise allemands](#)
- [Rapport sur la situation en Suisse](#)
- [Communiqué de presse de la fédération des employés suisse](#)

Les travailleurs de l'embouteillage demandent des garanties

Le 27 octobre 2010, des travailleurs de la société d'embouteillage Coca-Cola Enterprises (CCE) ont manifestés contre la suppression d'emplois prévus en France, en Belgique, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Ils exigent une procédure de consultation correcte et la négociation d'un accord prévoyant des garanties d'emploi et des postes alternatifs. Rien qu'au Royaume-Uni, CCE a six lignes d'embouteillage et emploie 4.500 travailleurs. CCE a été dissocié de la société mère The Coca-Cola Company en 1986 et forme une entreprise autonome. Un CEE selon le droit belge existe depuis 1998. Déjà en 2006, CCE avait été fortement critiqué pour manque de respect des droits de participation du CEE (voir [rapport dans CEE-News 1/2006](#)).



- [Communiqué de presse de la fédération syndicale EFFAT](#)

5. Des nouveaux accords CEE

Code de conduite européen du travail intérimaire



Depuis le 1er mai 2010, un code de conduite pour le travail intérimaire s'applique dans l'entreprise chimique belge Recticel. Il a été signé par le CEE et par la direction centrale à Bruxelles. Recticel emploie plus de 11.000 travailleurs dans 27 pays et produit des mousses, dont des matelas et des matériaux d'isolation pour les bâtiments et véhicules. Le CEE a été fondé selon le droit belge en 2002.

À l'avenir, les intérimaires seront engagés pendant un maximum de six mois. Ils seront au même régime de salaire, de temps de travail et de congé que les travailleurs sous contrat à durée indéterminée et ceci dans tous les pays du marché intérieur européen. Ceci vaut également pour la protection de la maternité et l'antidiscrimination. Les offres d'emploi internes sont également accessibles aux intérimaires au même titre que pour les travailleurs à contrat à durée indéterminée.

Un monitoring par le comité d'entreprise européen

Le texte du nouveau code de conduite a été remis dans leur langue respective à tous les intérimaires en Europe. Les élus locaux sont responsables du contrôle. Le comité d'entreprise européen est informé en cas d'enfreinte au code. La direction centrale est tenue de publier un rapport annuel sur le recours aux intérimaires qui doit être présenté lors de la séance plénière du CEE.

Une banque française reste en deçà de la nouvelle directive CEE

L'institut financier français BNP Paribas a atteint une véritable dimension européenne par le rachat de parties du groupe financier belge Fortis (voir [rapport dans CEE-News 4/2008](#)). Après des négociations de plusieurs mois, un accord CEE révisé a finalement été signé le 21 juin 2010.



Selon l'accord, le CEE fondé selon le droit français en 1996 est élargie de 32 à 49 membres. 13 viennent de France et cinq respectivement d'Italie et de Belgique. Il se réunit deux fois par an. 20 pays y seront représentés à l'avenir, les trois pays scandinaves sont les nouveaux venus. Les dix membres du bureau se rencontrent quatre fois par an et reçoivent un budget de 15.000 € pour une expertise externe. Alors que beaucoup de nouveaux accords CEE s'orientent vers les standards de la nouvelle directive CEE, la plus grande banque d'affaires française se limite uniquement à l'information. On cherche en vain le droit à la consultation dans l'accord.

Un accord CEE actualisé pour la chaîne de restauration et du détail



Le 18 novembre 2010, l'accord CEE a été actualisé à Amsterdam pour Autogrill. L'entreprise avec siège à Rozzano dans la banlieue milanaise, avait créé un CEE en 2002 selon le droit italien. Le nombre de membres a été augmenté de 13 à 17 (dont six d'Italie). En plus, un représentant des États Unis et de Suisse peut participer aux séances. Le CEE élit un bureau de cinq membres. Autogrill, dont la famille Benetton est l'actionnaire majoritaire, est actif dans le secteur des aires de repos, la gastronomie de gare et d'aéroport (sur la photo l'aéroport

Francfort) ainsi que des Duty-Free Shops.

- [Circulaire de la fédération syndicale EFFAT](#)
- [Le texte complet de l'accord CEE](#)

D'autres [accords CEE à télécharger](#) sont également à votre disposition.

6. Quelques exemples de sujets à l'agenda d'un CEE

Le groupe électrique français vend le réseau britannique



Le 8 septembre 2010, le conseil d'administration d'Électricité de France (EdF) a décidé la vente du réseau électrique britannique au groupe mixte Cheung Kong. EdF avait acheté l'ancien groupe public British Energy en 2008 et découpe en morceaux le plus grand producteur d'énergie britannique. Tout en vendant le réseau, le groupe français garde les centrales électriques britanniques. EdF est propriété de l'État français à 85%. La décision de vente a été prise après la procédure de consultation du comité d'entreprise européen réuni le 3 septembre 2010 pour une séance spéciale à Paris.

Les 5.300 travailleurs britanniques concernés par la vente craignent que le nouveau propriétaire à Hong Kong ne mette en question leurs droits d'information et de consultation. À l'avenir les standards sociaux minimums convenus pour EdF en 2005, ne seront plus valables pour eux. Depuis le 5 août 2010, des discussions sont en cours entre les syndicats britanniques et le nouveau propriétaire. Les textes suivants n'existent qu'en langue anglaise :

- [La position du CEE](#)
- [Circulaire de la fédération britannique Prospect](#)

Le CEE critique la prime de départ du président



La démission surprenante du P.-D.G. d'UniCredit provoque une agitation considérable chez les représentants des travailleurs. Elle poussait les syndicats italiens à publiquement prendre position après une rencontre avec la direction intérimaire le 23 septembre 2010. L'activité du CEE avait particulièrement été encouragée par le président sortant. Cela avait abouti à la conclusion de deux accords transnationaux (voir [rapport dans CEE-News 2/2009](#)). Lors de sa séance à Munich le 28 septembre 2010, le comité restreint du CEE a exigé une poursuite du dialogue social comme celui en cours dans tous les pays européens. Les dédommagements excessivement élevés, comme c'est le cas actuellement, ne devraient plus être possibles. Avant les événements actuels, le CEE avait déjà critiqué le manque de sensibilité de la direction en matière de primes de départ lors d'une séance régulière à Milan le 26 mai 2010. Les textes suivants n'existent qu'en langue anglaise :

- [La prise de position des syndicats italiens](#)
- [Le communiqué de presse du comité restreint du CEE](#)
- [La demande du CEE au sujet du paiement de primes](#)

Les travailleurs « au régime » - malgré des meilleurs résultats

La politique de personnel incohérente a été fortement critiquée le 20 octobre 2010 après la séance plénière du comité d'entreprise européen du groupe d'électronique Alcatel-Lucent. Après la fusion des deux entreprises en 2006 (voir [rapport dans CEE-News 3/2006](#)), le «European Committee for Information and Dialogue» (ECID), nom officiel du CEE, a régulièrement été confronté à de nouveaux programmes de restructuration. Rien qu'en 2009, un emploi sur huit a été supprimé en Europe ce qui a provoqué des protestations massives (voir [rapport dans CEE-News 4/2009](#)). Le manque de politique d'information de la direction avait provoqué un jugement de tribunal à Paris qui avait déjà fait sensation en avril 2007. À l'époque, les juges avaient fixés pour la première fois des critères précis pour le rapport à remettre au comité d'entreprise européen (voir [rapport dans CEE-News 2/2007](#)).



- [Position du CEE après la séance](#) (en langue anglaise)

Envoi d'observateurs électoraux en Espagne



En Octobre 2010, l'élection des délégués espagnols au comité d'entreprise européen de la chaîne française de détail Carrefour a été entaché d'irrégularités massives. Afin d'assurer une élection démocratique, plusieurs membres du CEE de Belgique, d'Italie et de France se sont déplacés à Madrid. Ils ont visités les supermarchés et rencontrés les élus locaux et la direction en Espagne. Lors de leur visite, ils ont constatés que les candidats ont été intimidés et retirés leur candidature par la suite. La direction avait envoyés des instructions écrites aux gérants pour assurer l'élection d'une liste proche d'employeur.

- [Rapport sur la visite des observateurs](#) (en langue anglaise)

Philips aussi sous le feu

Des problèmes similaires sont rapportés pour la société néerlandaise d'électronique Philips, ou cinq des 23 membres du CEE n'ont pas été élus, mais nommés par la direction. En Hongrie et en Suède des représentants des travailleurs ont été licenciés par Philips.

- [Rapport sur les pratiques de Philips](#) (en langue anglaise)
- [Résultats de recherche : Le CEE dans la culture d'entreprise autoritaire](#)
- [Vue d'ensemble des règles d'élection dans les pays de l'UE](#)

7. Médias d'information pour les élus européen

Les actualités de la politique européenne en matière de travail et du social



Toutes les deux semaines, la Direction générale Emploi, Affaires sociales et Égalité des Chances de la Commission Européenne à Bruxelles, envoie un bulletin en anglais. Il informe sur ses travaux, des initiatives législatives et des événements.

- [Les activités de la Direction générale](#)
- [Des rapports récents de la Direction générale](#)
- [S'abonner à la Newsletter de la Direction générale](#)

Les nouvelles statistiques des comités d'entreprise européens



L'Institut syndical européen (ETUI) à Bruxelles gère une base de données en matière de CEE. Il vient de publier de nouvelles statistiques sous forme de graphiques. Selon les chiffres, il y a au total 969 comités d'entreprise européens en octobre 2010. Les négociations pour la création d'un CEE sont en cours dans 49 autres sociétés. Les graphiques sont disponibles en sept langues.

- [Les chiffres actuels de la base de données CEE](#) (en langue anglaise)
- [Les graphiques à télécharger](#)

Les actualités de la négociation collective

Par intermédiaire de son bulletin mensuel en anglais, l'Institut syndical européen (ETUI) de Bruxelles donne les actuelles tendances de la négociation collective dans les différents pays européens. Le bulletin est réalisé en collaboration avec l'Université d'Amsterdam. Il est également disponible en ligne.



- [Les éditions précédentes du bulletin d'information](#)
- [Inscription à la Newsletter](#)



Les clips vidéo d'Autriche

Le centre de formation syndicale autrichien VÖGB a produit des clips vidéo pour l'éducation syndicale. Ils expliquent en langue allemande la création et les fonctions d'un CEE, le dialogue social et la législation en UE.

- [Documents sur le travail syndical international](#) (en allemand et en anglais)
- [Vidéo consacrée au CEE et au dialogue social sur le plan d'UE](#)
- [Vidéo consacrée à la législation de l'UE](#)

8. Pas d'arrêt pour échapper à la participation par la SE

Une entreprise du métal évite la participation

Depuis le 27 octobre 2010, Impreglon à Lüneburg est une SE. En se transformant en Société européenne, l'actuel comité de directeurs et le conseil de surveillance du fournisseur des systèmes de revêtement va être remplacé par un conseil d'administration de trois personnes. La participation des représentants des salariés est exclue suite à la transformation en SE. Un total de 340 employés travaille sur les sept sites en Allemagne, l'usine de Landsberg est la seule à avoir un comité d'entreprise. L'entreprise a également des succursales en France, Italie, Hongrie, Pologne, Suède, Suisse, Royaume-Uni et aux Pays-Bas. L'exemple d'Impreglon est similaire à ce qui s'est passé à Mensch und Maschine Software AG, qui avait été convertie en SE en 2006 (voir [rapport dans CEE-News 2/2007](#)).



- [Le rapport de conversion de l'entreprise](#) (en langue allemande)



Une entreprise de négoce évite la participation

Aussi le Berner Holding à Künzelsau (Wurtemberg) peut écarter les représentants des travailleurs du conseil de surveillance grâce à sa conversion en SE. Avec environ 1.400 travailleurs en Allemagne, l'entreprise familiale se situe juste en dessous du seuil de 25% du total des travailleurs en Europe. La cogestion ne s'applique donc pas. Le groupe Berner est actif dans le secteur du commerce de technologies d'assemblage et de l'industrie chimique, le groupe s'est fortement agrandi par des acquisitions ces dernières années. À l'heure actuelle, il emploie près de 6.000 travailleurs dans 20 pays du marché intérieur européen. La conversion en une « des statuts juridiques les plus modernes », dit l'entreprise dans un communiqué de presse, a eu lieu en Novembre 2010. Le terme « moderne » semble être la définition pour toute action empêchant la participation des travailleurs.

- [Communiqué de presse de l'entreprise](#) (en langue anglaise)

La Commission européenne est peu sensible à la question

Le 19 Novembre 2010, la Commission européenne a sorti un rapport sur le statut de la Société européenne (SE), préparé pour la révision de la législation SE. C'était déjà prévu pour 2008 (voir [rapport dans CEE-News 3/2008](#)). Le rapport est basé sur une audition publique et une conférence à Bruxelles en mai 2010 (voir [rapport dans CEE-News 2/2010](#)). Les changements des textes juridiques devraient être élaborés d'ici à 2012.



Les passages les plus intéressants pour les représentants des travailleurs concernent l'élection du groupe spécial de négociation et l'axe de temps pour les négociations sur la participation. Le

procédé est décrit comme étant trop complexe et coûteux en temps, particulièrement pour les filiales étrangères avec des effectifs réduits. C'est en vain cependant que l'on cherche une critique par rapport à la tentative d'éviter la participation à l'aide de la directive SE.

- [Communiqué de presse de la Commission européenne](#)
- [Le rapport sur le statut de la SE](#)
- [Document de travail des services de la Commission](#) (en langue anglaise)
- [Document de position de l'Institut syndical européen](#) (en langue anglaise)
- [Contexte : La participation dans la SE](#) (en langue allemande)

9. Un regard au-delà de l'Europe

Compagnie pétrolière espagnole soigne le dialogue social dans le monde entier



Le « comité d'entreprise mondial » de Repsol qui a été créé en 2008, s'est réuni du 16 au 20 octobre 2010 à Séville (Espagne). L'ancienne compagnie publique de pétrole et de gaz est le leader du marché en Espagne et en Argentine. Elle est également la plus grande société d'énergie du secteur privé en Amérique hispanique. Le conseil est composé de représentants de l'Espagne et de quatre pays d'Amérique latine, d'autres quatre pays suivront bientôt. Repsol a aussi un CEE depuis 1997.

- [Rapport de la réunion du comité d'entreprise mondial](#)
- [Négociations collectives et relations internationales du travail à Repsol](#) (en langue anglaise)

Les banques ignorent les droits des travailleurs dans les Caraïbes

Alors que les Etats insulaires des Caraïbes sont une destination de délocalisation très prisée pour les banques d'Amérique du Nord et d'Europe (du moins pour des raisons fiscales), il y a des raisons sérieuses de s'occuper des droits des travailleurs. La fédération syndicale mondiale UNI a rendu public ces pratiques lors d'une conférence à Kingston (Jamaïque) le 3 novembre 2010. La conférence a réclamée le respect des droits fondamentaux des travailleurs des banques des Caraïbes et la fin d'une politique de gestion fixant des objectifs impossibles à atteindre.



- [Rapport de la conférence de Jamaïque](#) (en langue anglaise)

Un vaste accord-cadre pour le groupe d'énergie français



Le 19 novembre 2010, un accord mondial sur les droits fondamentaux, le dialogue social et le développement durable a été signé à Paris entre GdF Suez et trois fédérations syndicales internationales. L'entreprise s'est engagée envers ses 200.000 travailleurs dans 40 pays à respecter non seulement les principes définis, mais d'également de prendre en compte les aspects sociaux dans la sélection de ses fournisseurs. GdF Suez avait conclu aussi un important accord CEE en mai 2009 (voir [rapport dans CEE-News 2/2009](#)).

- [Rapport de la signature](#)
- [Communiqué de presse de l'entreprise](#)
- [Le texte de l'accord-cadre](#)

Une entreprise transformatrice du bois accepte les normes sociales mondiales

Le 30 novembre 2010, un accord cadre international a été signé à Francfort sur Main pour l'entreprise bavaroise de traitement de bois Pfeleiderer. A l'avenir, les normes sociales et le développement d'entreprise durable s'appliqueront à l'intérieur de l'UE et également en Russie, au Canada et aux États-Unis. L'accord-cadre a été élaboré avec le soutien du comité d'entreprise européen constitué en 2007 (voir [rapport dans CEE-News 3/2007](#)).



- [Rapport de la signature](#) (en langue allemande)
- [Communiqué de presse de l'entreprise](#) (en langue anglaise)
- [Le texte de l'accord-cadre](#) (en langue anglaise)

10. Des sites web intéressants

Baromètre mondial de la vie professionnelle



La base de données « WorkBarometer » fournit des données clés sur le marché du travail et les relations professionnelles pour 175 pays du monde. A l'heure actuelle, 26 indicateurs y sont présentés, y compris le chômage, les quotas entre les sexes, la sécurité sociale, les heures de travail et les conditions de travail, le taux de syndicalisation et le nombre de conflits du travail. La base de données est maintenue par l'équipe de l'indicateur des salaires (« Wageindicator ») créée en 2004.

- [Le site Web du WorkBarometer](#) (en langue anglaise)

Anticiper les restructuration des entreprises



Anticipating Restructuring in Enterprises: National Seminars
- A.R.E.N.A.S. -



La Commission européenne a lancé, en mars 2005, une consultation des

partenaires sociaux sur la restructuration des entreprises - un aspect essentiel de l'activité des comités d'entreprise européens. Afin d'élargir les connaissances sur le sujet, le projet ARENAS a tenu des séminaires de « bonnes pratiques » en matière de travail et d'affaires sociales dans les 27 pays européens. Depuis octobre 2010, les résultats sont disponibles dans le rapport final et sur le site Web du projet.

- [Le site Web du projet ARENAS](#)
- [Le rapport final](#) (en langue anglaise)

Observation de la privatisation



Le portail Internet d'un organisme de recherche de Milan fait état des privatisations en cours en Europe. La France et les Pays-Bas se trouvent actuellement en tête de classement. Le site est disponible en anglais.

- [Le site Web du baromètre de la privatisation](#)

Les nouvelles de Finlande

Un site Web en anglais donne les dernières nouvelles sur la politique sociale et de l'emploi, ainsi que sur les syndicats en Finlande.

Trade Union News
..... FROM FINLAND

- [Le site Web des syndicats finlandais](#) (en langue anglaise)

D'autres liens ont été compilés dans une [collection de liens](#).

11. Des nouvelles publications



Actes de colloque en matière de relations industrielles

Une anthologie qui examine plusieurs aspects du travail et de la politique sociale européenne a été publiée en juin 2010. Les auteurs y résument les présentations faites lors d'une conférence sur « la représentation des travailleurs et la participation dans le cadre du modèle social européen » organisée par la section « Collège pour les étudiants diplômés » de la Fondation Hans Böckler. Outre la présentation de l'Union monétaire et des systèmes de sécurité sociale dans l'UE, il faut mettre en évidence les contributions sur le dialogue social au niveau sectoriel et la participation dans la Société européenne (SE). Une analyse de la situation actuelle des relations industrielles dans les pays baltes, en Roumanie et la Pologne sont particulièrement recommandés pour les membres de CEE. Le livre n'est disponible qu'en langue allemande.

- [Des informations supplémentaires sur ce livre](#)
- [Des informations sur le « Collège pour les étudiants diplômés »](#)
- [Commande en ligne du livre](#)

Mise en question des moteurs de la mondialisation

Il y a plus de 3.000 zones économiques spéciales dans 130 pays du monde. Les gouvernements veulent ainsi attirer les investisseurs étrangers et des entreprises transnationales qui produisent en général pour l'exportation. Ils en attendent des effets sur l'emploi, des impulsions pour l'économie locale et un accès aux nouvelles technologies. Cette analyse du département confédéral de formation du DGB publiée en juillet 2010 jette un coup d'œil critique sur les zones économiques spéciales. Le document de travail examine si ce « concours de beauté » pour attirer des investisseurs ne cache pas les effets sur le social, l'économie et le développement.

- [Téléchargement du document de travail](#) (en langue allemande)



Manuel de communication pour les représentants des travailleurs



La Fédération européenne des métallurgistes (FEM) à Bruxelles a publié en septembre 2010 un manuel qui n'explique pas seulement sa propre stratégie de communication, mais offre également un soutien aux représentants des travailleurs. Les chapitres sur la communication interne, externe et de crise ne sont pas seulement utiles pour l'industrie métallurgique. D'autres chapitres sont consacrés à l'Internet et aux médias audiovisuels. Malheureusement le manuel de 92 pages n'existe qu'en langue anglaise.

- [Téléchargement du manuel de communication](#)

La situation actuelle des syndicats tchèques

Le 13 décembre 2010, l'Institut syndical européen (ETUI) à Bruxelles a présenté la première étude sur les syndicats en Europe centrale et de l'Est. Le livre décrit l'histoire et le paysage syndical actuel en République tchèque. Si 80% des travailleurs étaient syndiqués au début des années 90, il n'en restent plus que 10% en ce moment. Comme en France, les syndicats tchèques sont cependant toujours capables de mobiliser presque un million de personnes, par exemple lors de la grève générale en juin 2008. Le pays a développé son propre « modèle tchèque » de représentation des travailleurs dans l'entreprise (voir [rapport dans CEE-News 1/2007](#)).



- [Téléchargement de l'étude](#) (en langue anglaise)

Une [liste bibliographique](#) a été compilée sur une page spéciale.

12. Le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » : Des exemples de notre travail

Troisième conférence européenne du secteur graphique



Du 29 novembre au 2 décembre 2010, a eu lieu à Hambourg une conférence de 50 représentants des travailleurs de 30 entreprises du secteur de l'imprimerie de dix pays. Au centre de la troisième conférence internationale du secteur, organisée par la fédération syndicale UNI Graphique, étaient les restructurations et le travail des CEE du secteur. Dr Werner Altmeyer (photo) du réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » a donné des renseignements généraux sur les systèmes de représentation dans l'entreprise, la nouvelle directive CEE et le développement des CEE au delà de l'information et de la consultation.

- [Page Web avec une documentation détaillée de la conférence](#) (en langue allemande)
- [Rapport sur la présentation de Werner Altmeyer](#) (en langue allemande)
- [La présentation sur les systèmes de relations industrielles](#)

Évaluation du projet Rediter

Le 20 décembre 2010, les organisations partenaires du projet Rediter ont rencontrés à Bruxelles les représentants de la fédération syndicale UNI pour évaluer la série de colloques communs. Dans le courant des derniers mois, des ateliers consacrés à la nouvelle directive CEE avaient eu lieu dans cinq pays : à Madrid en mai 2010 (voir [rapport dans CEE-News 2/2010](#)), à Sibiu (Roumanie) et Berlin en octobre 2010 (voir [rapport dans CEE-News 3/2010](#)). Partenaire allemand du projet soutenu par l'UE était le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org ». Au début de 2011 un rapport sur le projet sera rédigé et publié.



- [Pour plus d'informations sur le projet Rediter](#) (en langue anglaise)

Le compte rendu d'un congrès à Paris dans une revue spécialisée allemande

Le congrès franco-allemand que le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » avait organisé pour la première fois à Paris en juillet 2010, a trouvé un écho favorable dans la presse spécialisée allemande. La revue « der betriebsrat » (« le comité d'entreprise ») a publié un compte rendu détaillé dans son édition de novembre 2010.

- [Compte rendu du congrès à Paris](#) (en langue allemande)

13. Les dates actuelles de colloques

Dépliant du programme de formation 2011

Depuis janvier 2009, le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » organise des conférences techniques et des colloques pour les membres de comités d'entreprise européens, de comités d'entreprise SE et des groupes spéciaux de négociation. Au total 191 représentants des travailleurs de 97 entreprises y ont participé jusqu'à présent (cela correspond à environ 10% de toutes les entreprises avec CEE en Europe). La majorité des participants venaient d'Allemagne et de la France, et neuf autres pays étaient représentés. Pour l'année 2011 on a produit un dépliant qui donne un aperçu des événements prévus :

- [Le programme de formation 2011 à télécharger](#) (en langue allemande)



Conférence technique de Hambourg pour les comités d'entreprise européens



Transposition de la directive CEE, état actuel

24/01/2011 à Hambourg

La représentation des travailleurs au Royaume-Uni après le changement de gouvernement

25/01/2011 à Hambourg

(Les deux dates peuvent être réservées séparément, des interprètes de langue française disponibles)

- [Le programme de la conférence technique de Hambourg 2011](#) (en langue anglaise)
- [Rapport de la conférence technique de Hambourg en janvier 2009](#)
- [Rapport de la conférence technique de Hambourg en janvier 2010](#)

Colloque CEE: aspects juridiques et économiques

La nouvelle directive CEE entrera en vigueur le 5 juin 2011. Nous voulons par conséquent donner l'occasion d'examiner en détail la dernière version du texte transposé en Allemagne. Un séminaire à cette fin sera organisé au château de Montabaur du 6 au 7 juin 2011.



Le colloque CEE qui suit examine la nouvelle situation juridique sous l'aspect des restructurations. Comment un comité d'entreprise européen peut-il élaborer un avis économique correctement pour terminer le procédure de consultation? Le colloque qui aura lieu du 7 au 9 juin 2011 au château de Montabaur s'adresse également aux comités d'entreprise SE. La participation aux événements peut être réservé séparément. Des interprètes de langue française sont disponibles sur demande.

- [Programme et formulaire d'inscription](#) (en langue allemande)

Conférence technique franco-allemande à Paris



Du 29 juin au 1er juillet 2011, aura lieu pour la deuxième fois à Paris une conférence technique pour des élus d'Allemagne et de la France. On y présentera la nouvelle loi CEE française, les praticiens de CEE venant d'Allemagne et de France y présenteront leur travail.

Pourquoi tenir une conférence technique à Paris ?

La philosophie de l'information et de la consultation de la directive CEE ainsi que celle de la participation des travailleurs dans la Société européenne (SE), est fortement marquée par la philosophie du système de représentation français. Pour cette raison, une connaissance des subtilités du modèle français est indispensable pour transformer un comité d'entreprise européen d'une « vitrine de présentation » en plein organe de représentation des travailleurs. Une

interprétation simultanée est prévue (allemand - français - anglais). Le programme sera prochainement disponible en téléchargement. Les textes suivants ne sont que disponibles en langue allemande :

- [La participation à la française](#)
- [Rapport de la première conférence technique à Paris en juillet 2010](#)

Négociation de nouveaux accords CEE

Après l'entrée en vigueur de la nouvelle législation CEE, il est opportun de renégocier l'accord CEE dans beaucoup d'entreprises. Nous offrons un atelier à ce sujet. Il permet un échange d'expérience et soumet les textes d'accords CEE pour lecture critique aux participants. L'atelier aura lieu du 10 au 12 octobre 2011 au château de Wartburg à Eisenach (photo). Des interprètes de langue française sont disponibles sur demande.



- [Le programme d'atelier au château de Wartburg](#)
- [Formulaire d'inscription à l'atelier au château de Wartburg](#)

Des formations de l'institut de formation continue des comités d'entreprise (ifb)



Depuis 1998, l'ifb offre des formations pour des comités d'entreprise européens. Les contenus de la formation ont été élaborés en collaboration avec le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org ».

Formation de base : La voie vers le comité d'entreprise européen

11 au 15/04/2011 à Berlin
07 au 11/11/2011 à Munich

Atelier d'approfondissement et Bourse d'idées

02 au 06/05/2011 à Cologne
21 au 25/11/2011 à Stuttgart

Des manifestations intra

Vue d'ensemble des sujets traités lors des colloques intra :

- [Les sujets des formations intra](#)
- [Les sujets des interventions et présentations](#)

14. Mentions légales

Les CEE-News sont publiés par :

Réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » GbR
Von-der-Tann-Straße 4, D-20259 Hamburg
www.euro-betriebsrat.de (allemand)
www.euro-workscouncil.net (anglais)
www.euro-ce.org (français)

Ont collaboré à ce numéro :
Werner Altmeyer, Sandro Maier, Rudolf Reitter

Distribution de l'édition allemande : 14.491 destinataires
Distribution de l'édition anglaise : 1.978 destinataires
Distribution de l'édition française : 2.001 destinataires

Des archives de la Newsletter : www.ewc-news.com

Ici vous pouvez [abonner](#) oder [résilier](#) la newsletter.

Des suggestions pour la Newsletter et des articles sur votre CEE nous font plaisir.
Veuillez nous écrire à info@euro-ce.org